



Demande d'affiliation

Madame, Monsieur,

Nous nous réjouissons de votre intention de vous affilier à l'organisme d'autorégulation PolyReg (OAR PolyReg), et vous remercions de l'intérêt porté à notre association.

L'OAR PolyReg s'efforce de mettre en oeuvre des procédures rationnelles et efficaces à l'avantage de ses membres. Comme organisme indépendant, l'OAR PolyReg s'occupe d'une multitude de petites et grandes entreprises de branches professionnelles différentes. Ainsi, il est possible que certaines parties de la demande d'affiliation ne soient pas applicables à vous ou votre entreprise, ou que la même personne doive être mentionnée ou désignée à plusieurs reprises.

Nous sommes conscients que la transmission de l'ensemble des documents sollicités implique un investissement certain de votre part. Nous vous prions de lire attentivement les différentes instructions et de contrôler l'exhaustivité de votre dossier avant de nous le renvoyer. Notre succursale se tient naturellement à votre entière disposition pour toute question.

Les conditions pour le maintien de l'affiliation sont définies par la loi, par les Statuts - en particulier les §3-5 -, ainsi que par le §4 du Règlement.

Nous vous rendons attentif au fait que par la signature de la présente demande, vous vous soumettez à certaines obligations juridiques envers l'OAR PolyReg, notamment à la procédure d'arbitrage interne selon le §35ss des Statuts.

Dans l'attente d'une future collaboration avec vous, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations. Au nom du Comité


Denise Pezzatti, Directrice de l'OAR PolyReg OAR PolyReg

Envoyer ou remettre à :

OAR PolyReg
Association Générale d'Autorégulation
Rue du Château 23
2000 Neuchâtel
+41 (0)32 720 92 30

Indications relatives au candidat

Les personnes physiques sans raison sociale enregistrée mentionnent sous la rubrique raison sociale leur nom et prénom, le cas échéant les initiales d'autres prénoms, ainsi que le nom commercial qui apparaît habituellement lors d'échanges commerciaux.

Sous la rubrique forme juridique, veuillez mentionner l'une des formes juridiques de droit suisse énumérée ci-après ou une forme juridique de droit étranger avec sa description officielle. Dans le deuxième cas, veuillez également indiquer le droit étranger correspondant.

- Association
- Société anonyme (SA)
- Raison individuelle
- Société simple
- Société à responsabilité limitée (Sàrl)
- Fondation
- Coopérative
- Société en nom collectif
- Société en commandite
- Société en commandite par actions
- Succursale suisse d'une société étrangère

Sous la rubrique siège social, veuillez indiquer le siège principal en Suisse. Si le siège social principal se trouve à l'étranger, veuillez indiquer celui-ci ainsi que la succursale principale en Suisse.

L'ensemble des succursales en Suisse et à l'étranger ainsi que les établissements de production en Suisse doivent être mentionnées. Dans le cas d'un grand nombre de succursales, la référence à l'extrait du Registre du commerce est suffisant si toutes les succursales y sont mentionnées.

Raison sociale :	
Forme juridique :	
Siège social :	
Succursales / agences / établissements de production :	
Numéros de téléphone:	
Adresse e-mail:	

Annexes :

Copie des statuts certifiés conformes; lettre de recommandation d'une banque ou d'un partenaire commercial; **copie de l'extrait du registre des poursuites; Businessplan triennal** y inclus flux de valeurs. Tous les candidats inscrits ou tenus de s'inscrire au registre du commerce (société en nom collectif et toutes les formes de sociétés selon le tableau ci-dessus) sont priés de joindre un **extrait actuel du registre du commerce** en original. Si l'activité commerciale est exercée moyennant **une autorisation d'exercer**, de la part d'une autorité, une copie de cette autorisation doit être jointe à la présente demande.

Indications complémentaires relatives à l'entreprise

Les candidats sans but statutaire ou réglementaire décrivent brièvement leur champ d'activité.

Des copies des contrats-types avec conditions générales spécifiées ou des modèles de formulaires utilisés dans l'exercice de l'activité doivent être jointes.

Date de la fondation :	
Date prévue pour le début d'activité en tant qu'intermédiaire financier* :	
Catégorie du membre **: 	<input type="checkbox"/> IF / conseiller à titre professionnel (membre actif) <input type="checkbox"/> IF / conseiller à titre non-professionnel (membre inactif) <input type="checkbox"/> Aucune activité d'IF / de conseiller (membre volontaire)
Description de la raison commerciale ; Indications issues du Registre du commerce ou des Statuts :	
Conditions générales / contratstypes ?	
Adresse (si elle ne correspond pas au siège commercial indiqué précédemment) :	
Appartenances à des associations professionnelles :	
Site Internet:	

Annexes:

Contrats-types / conditions générales / formulaires types

* L'exercice à titre professionnel d'une activité d'intermédiaire financier en Suisse sans être au bénéfice d'une affiliation auprès d'un OAR constitue une activité commerciale illicite au sens de l'art. 11 OBA.

** Voir également le point 1 du barème tarifaire

Personne de contact

La personne de contact est l'interlocuteur direct de l'OAR PolyReg. Elle est responsable de l'ensemble des échanges d'informations entre le membre et l'OAR PolyReg.

Cette personne doit pouvoir représenter légalement l'entreprise auprès de l'OAR PolyReg et doit être inscrite au registre du commerce du candidat. Pour les intermédiaires financiers qui offrent des services cryptographiques (VASP), la personne de contact doit être un membre dirigeant (Conseil d'admin./direction) active sur le plan opérationnel et domicilié en Suisse.

La personne de contact doit être atteignable par téléphone direct. Sous « adresse privée », l'adresse du domicile privé en Suisse doit être indiquée. L'adresse du lieu de travail est à mentionner si elle ne correspond pas à l'adresse du siège principal. L'adresse e-mail indiquée doit être l'adresse professionnelle de la personne de contact.

Nom :	
Prénom :	
Date de naissance :	
Lieu d'origine / nationalité :	
Adresse privée :	
Adresse du lieu de travail :	
Téléphone professionnel (ligne directe) :	
Téléphone / natel :	
Adresse e-mail :	

Beilagen :

Pour la personne de contact : **Copie datée et signée du passeport** ou de la **carte d'identité**, un **curriculum vitae**, qui renseigne en particulier sur la formation et le parcours professionnel, copie des **diplômes** professionnels pertinents, la **déclaration personnelle** (page 16), ainsi qu'un **extrait actuel** du **casier judiciaire** en original. En cas d'activité pour un VASP, il convient de prouver que la personne de contact a déjà suivi un cours sur la LBA et la cryptographie, et qu'elle dispose d'au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la compliance.

Indications sur le contexte commercial

L'OAR PolyReg doit garantir l'indépendance des organes de contrôle et des membres du tribunal arbitral. Naturellement, les indications fournies seront traitées de manière absolument confidentielle.

Les actionnaires ou porteurs de parts du candidat qui détiennent 10 % ou plus des droits de vote ou du capital (directement ou indirectement) doivent être indiqués ci-dessous. En outre, ils doivent avoir un casier judiciaire ne comportant aucune condamnation pénale pertinente.

La participation qualifiée doit toujours être détenue par une personne physique. Dans le cas des associations, fondations, trusts et autres entités juridiques pour lesquelles aucune participation au capital ou au droit de vote ne peut être déterminée, il convient d'indiquer les personnes physiques qui, en vertu d'accords, de pouvoirs d'instruction, de fonctions au sein d'organes ou pour d'autres raisons, contrôlent en dernier ressort le membre dans leur propre intérêt et peuvent disposer de son patrimoine ou prendre des dispositions à cet effet. S'il n'existe aucune personne physique détenant une participation directe ou indirecte d'au moins 10 %, il convient de le mentionner.

Participation (actionnaire / associé)

1. actionnaire / associé	
2. actionnaire / associé	
3. actionnaire / associé	
4. actionnaire / associé	
5. actionnaire / associé	
6. actionnaire / associé	
7. actionnaire / associé	

Annexes :

Dans le cas d'une multitude d'actionnaires ou de porteurs de parts, les informations peuvent être présentées dans une **liste séparée**.

Un **extrait actuel du casier judiciaire** en original pour les actionnaires ou porteurs de parts, qui détiennent 10 % ou plus du capital ou des voix (directement ou indirectement).

Activité commerciale :

Veuillez donner une brève description de votre domaine d'activité dans la catégorie adéquate, de même que la part que celle-ci représente par rapport à la totalité de votre activité. Plusieurs catégories peuvent être remplies.

Activité de conseil / Prestataire de domiciliation ¹	
Activité de change	
Négoce de devises (Forex)	
Négoce de matières premières et métaux précieux	
Transport, transit et dépôt de valeurs (ou de fonds)	
Activité fiduciaire	
Service dans le domaine du trafic de paiements	
Transfert d'argent	
Activité de crédit, de leasing, d'affacturage, de financement à forfait	
Courtier en assurance avec activité relevant de la LBA	
Avocats et notaires (y compris escrow agents) ²	
Société d'investissement	
Virtual Asset Service Provider (VASP) ²	
Gestion de fortune ³	
Trusts/Trustees ³	
Pas d'activité relevant de la LBA (par ex. conseiller selon la LSFIn ⁴)	
Part(s) de votre activité assujettie(s) à la LBA en %	

¹ Comprend les activités visées à l'art. 2 al. 3^{bis}, 3^{ter} et 3^{quater} n-LBA (entrée en vigueur le 1.7.26)

² Ne peut être indiqué qu'en combinaison avec une autre activité.

³ pas exercée de façon professionnelle au sens de l'art. 19 OEFIn

⁴ inscription requise à un registre des conseillers à la clientèle au sens de l'art. 28 LSFIn (comme <https://www.reg-fix.ch/fr/>)

Vous pouvez reproduire cette page autant de fois
que nécessaire. Dans ce cas, veuillez svp indiquer ici
à chaque fois les **noms** :

No.

Participation à d'entreprises tierces

Veuillez indiquer les participations en capital importantes à des entreprises ($\geq 10\%$) et des interdépendances d'intérêts personnels de votre société et des personnes inscrites au registre du commerce (membre du conseil d'administration, etc.) avec/dans d'autres entreprises (filiale, entreprise liée économiquement / personnellement ou société-mère).

Type de participation :	
Nom de l'entreprise :	

Type de participation :	
Nom de l'entreprise :	

Type de participation :	
Nom de l'entreprise :	

Type de participation :	
Nom de l'entreprise :	

Type de participation :	
Nom de l'entreprise :	

Type de participation :	
Nom de l'entreprise :	

Vous pouvez reproduire cette page autant de fois que nécessaire. Dans ce cas, veuillez numéroté les différentes feuilles.

No.

Indications relatives à l'organisation interne

Veuillez indiquer l'identité des organes statutaires, des membres de la direction élargie, des membres du comité directeur, des porteurs de parts ou des personnes assumant une responsabilité de gestion et bénéficiant d'un droit de signature. Les citoyens suisses indiquent leur lieu d'origine; les étrangers leur pays natal et leur nationalité.

Conseil d'administration, comité directeur et direction, personnes habilitées à représenter l'entité :

Fonction selon l'organigramme :	
Droit de signature :	
Monsieur / Madame titre ; pré-nom(s) et nom :	
Date de naissance:	
Lieu d'origine / pays natal et nationalité :	
Adresse (privée):	
Téléphone / fax (privé) :	
Adresse e-mail :	

☐ Oui, la personne indiquée exerce une activité opérationnelle.

Annexes :

Organigramme actuel de l'entreprise précisant le nom et la fonction de chaque personne (dès 5 personnes); **copie datée et signée** du **passeport** ou de la **carte d'identité** pour les personnes responsables; **curriculum vitae**, qui renseigne en particulier sur la formation et le parcours professionnel; copie des **diplômes** professionnels relevant; **déclaration personnelle** (page 16); **extrait actuel du casier judiciaire** en original.

Organe de révision / auditeur(s)

Si l'entreprise du candidat est légalement ou de par ses statuts soumise à un organe de révision, le candidat doit fournir les informations relatives à celui-ci.

Si l'organe de révision est une personne morale, il suffit d'indiquer son nom et son siège social, et de joindre un extrait du registre du commerce la concernant. Si l'organe de révision est une personne physique (réviseur), veuillez indiquer les informations le concernant.

Nom / entreprise :	
Prénom(s) :	
Date de naissance :	
Lieu d'origine / nationalité :	
Siège social / adresse :	
Téléphone :	

Annexe :

Extrait du registre du commerce de l'organe de révision, en copie.

Contrôle LBA par le réviseur propre

Sur la base du §34 des Statuts, l'OAR PolyReg peut autoriser un membre à faire effectuer le contrôle LBA par son propre organe de révision, à condition que celui-ci soit une société d'audit agréée par l'OAR PolyReg.

En outre, une déclaration de l'organe de révision doit être jointe, dans laquelle celui-ci s'engage à effectuer les mandats d'audit de l'OAR PolyReg aux frais du membre et à faire rapport des résultats d'audit à l'OAR PolyReg.

☐ Oui, nous souhaitons être contrôlés par notre organe de révision.

Annexe : Déclaration d'acceptation par l'organe de révision.

Vous pouvez reproduire cette page autant de fois que nécessaire. Dans ce cas, veuillez numéroté les différentes feuilles.

No.

Employés et mandataires :

Les employés et les mandataires qui exercent des tâches relevant de la LBA (par exemple dans les domaines du service à la clientèle, de l'administration ou de la compliance) doivent remplir une page 10 de la présente demande d'affiliation.

Les membres avec une entreprise de taille 3 et 4 peuvent transmettre les données relatives au personnel sur une **liste séparée**.

Fonction / domaine d'activité	
Monsieur / Madame prénom(s) et nom :	
Date de naissance:	
Lieu d'origine / nationalité:	
Adresse (rue et numéro, code postal et ville) :	
Téléphone :	

Agents (auxiliaires) / Recours à un tiers :

- | | Oui | Non |
|---|--------------------------|--------------------------|
| a) Envisagez-vous d'externaliser l' activité soumise à l'obligation d'assujettissement à un auxiliaire ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) Prévoyez-vous de déléguer l' exécution des obligations de diligence LBA à un tiers ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Annexes :

Dans le cas **a)** il sied d'annexer pour chaque **agent** (auxiliaire) au sens de l'art. 2 al. 2 let. b OBA une **demande de recours à des auxiliaires**, une **page 10 de la demande d'affiliation**, une **copie signée du contrat d'agent**, une **copie du passeport** (datée et signée) et un **extrait actuel du casier judiciaire** en copie.

Dans le cas **b)**, et s'il s'agit d'une personne physique, il sied d'annexer pour chaque **tiers** au sens du §38 al. 2 du Règlement de l'OAR PolyReg, une **demande écrite de recours aux services d'un tiers** ainsi qu'une **copie du contrat écrit de délégation** et une **page 10 de la demande d'affiliation**. Pour les tiers assujettis au sens du §38 al. 1 du Règlement, aucune demande séparée n'est requise. Toutefois, une page 10 de la présente demande doit également être soumise pour toutes les personnes physiques.

Mise en application interne de la LBA/ titulaires de fonction

Il fait partie des devoirs de l'intermédiaire financier de définir clairement les responsabilités de chaque personne concernée dans l'organisation interne de l'entreprise pour le respect des obligations liées à la LBA. Un cumul des fonctions de responsable de la communication, de responsable de la formation et de responsable des dossiers est possible. Afin de garantir une organisation adéquate au sein de l'entreprise, la fonction de suppléant doit être assurée par une deuxième personne interne à l'entreprise. Les responsables indiqués ci-dessous ont, dans la règle, leur domicile en Suisse :

Responsable du blocage des avoirs et de la communication (art. 9 et 10 LBA)

Monsieur / Madame prénom(s) et nom :	
Date de naissance:	
Lieu d'origine / nationalité :	
Adresse :	
Téléphone privé:	

Suppléant du responsable des communications

Monsieur / Madame prénom(s) et nom :	
Date de naissance:	
Lieu d'origine / nationalité :	
Adresse :	
Téléphone privé:	

Responsable du suivi et du contrôle des dossiers clients

Monsieur / Madame prénom(s) et nom :	
Date de naissance:	
Lieu d'origine / nationalité :	
Adresse :	
Téléphone privé:	

Responsable de la formation

Monsieur / Madame prénom(s) et nom :	
Date de naissance:	
Lieu d'origine / nationalité :	
Adresse :	
Téléphone privé:	

Annexes :

Copie datée et signée du **passport** ou de la **carte d'identité**, **curriculum vitae** (qui renseigne sur la formation et le parcours professionnel), copie des **diplômes** professionnels pertinents, un **extrait actuel du casier judiciaire** en original, la **déclaration personnelle** (page 16), pour l'ensemble des personnes mentionnées aux pages 11 et 12, sauf si elles figurent déjà comme membre du conseil d'administration ou de la direction. En cas d'activité pour un VASP, il convient de joindre les preuves que les personnes mentionnées ont déjà suivi un cours sur la LBA et la cryptographie et disposent d'au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la compliance.

Concept relatif au contrôle des procédures internes

Un intermédiaire financier qui occupe **plus de 8 employés** actifs dans une activité soumise à la LBA doit, en vertu du §41 al. 7 du Règlement, établir un concept écrit relatif au contrôle des procédures internes. Il est indispensable de régler :

- les cas dans lesquels l'OAR PolyReg doit être informé;
- la procédure à suivre lors de l'établissement de la relation d'affaires;
- le nom de la personne qui décide de l'acceptation ou de la continuation des relations d'affaires présentant un risque accru;
- le contenu et la gestion des dossiers LBA;
- l'archivage et la conservation des documents;
- la répartition interne des tâches et des responsabilités.

Annexe :

Concept écrit

Concept de compliance pour services crypto

Les intermédiaires financiers proposant une prestation en lien avec les crypto-monnaies (VASP) doivent présenter un concept de conformité par écrit, qui doit être approuvé par le conseil d'administration ou la direction. Contenu :

- Résumé des services VASP pertinents selon la LBA
 - Liste positive et négative des activités
 - Représentation concrète des flux de valeur
 - Catégorisation des jetons selon la FINMA
- Nature des relations d'affaires
 - Relations d'affaires durables vs. opérations de caisse au sens du §14 du Règlement
- Différenciation entre opérations bipartites ou tripartites
- Seuils éventuels pour les opérations de caisse ainsi que leur supervision technique
- Compétences, moment et modalités d'exercice des obligations de diligence
 - Modalité de l'identification (§10 du Règlement ainsi que Circ. FINMA 2016/7)
 - Catégorisation des risques des clients (y compris les seuils pertinents) et mesures définies
 - Indication de la manière dont les seuils et les mesures définies dans le cadre de la catégorisation des risques sont vérifiés et adaptés chaque année
 - Informations sur le système informatique de surveillance des transactions
 - Indication de l'utilisation éventuelle d'outils d'analyse de la chaîne de blocs et de leur nature
- Lors de l'acceptation de crypto-monnaies, comment vérifie-t-on l'origine des valeurs patrimoniales et comment s'assure-t-on qu'elles ne proviennent pas d'une source illicite.
- Comment, le cas échéant, les communications de la FINMA sur la surveillance (02/2019, 08/2023, 06/2024, etc.) sont-elles respectées.

Annexe :

Concept de compliance écrit

Formation interne à l'entreprise

Selon §61 al. 3 du Règlement, le membre peut, avec l'autorisation du Directeur, mettre en place sa propre formation de base, s'il dispose d'un responsable de formation disposant de compétences approfondies. A cet effet, le membre établit par écrit un concept de formation détaillé soumis à l'approbation du Directeur. Ce concept doit fournir des renseignements sur :

- Le nombre annuel de nouveaux employés exerçant des fonctions soumises à la LBA (moyenne) ;
- Les destinataires de la formation; quels sont les employés qui participent aux formations ?
- Définition du type de formation et l'infrastructure disponible ;
- Fréquence et durée des formations ;
- Les personnes formatrices ;
- Les contenus à transmettre.

☐ Oui, nous souhaitons former nos employés nous-même.

Annexe :

Concept de formation

Affiliation précédente

☐ Non, nous n'avons jamais été affiliés à un organisme d'autorégulation.

☐ Oui, jusqu'à présent nous étions membre de l'OAR suivant :

OAR précédent :	
-----------------	--

☐ Nous avons été exclus de notre OAR précédent comme intermédiaire financier.

☐ Nous n'avons jamais été exclus d'un OAR comme intermédiaire financier.

☐ Les OAR suivants ont refusé notre demande d'affiliation :

OAR ayant refusé notre demande :	
----------------------------------	--

Annexes :

Si disponible, **dernier rapport d'audit LBA** de l'ancien assujettissement à l'OAR.

Procuration et droit d'accès aux informations

Dans la mesure où les différentes compétences ne découlent pas automatiquement du droit de signature correspondant, les personnes suivantes sont désignées fondées de pouvoir jusqu'à révocation écrite :

Personne de contact :	
-----------------------	--

Responsable(s) pour :

Blocage des avoirs et communication :	
Suppléant pour le blocage des avoirs et la communication :	
Suivi et contrôle des dossiers clients :	
Formation:	

La **personne de contact** désignée est autorisée et chargée d'annoncer immédiatement à l'OAR PolyReg toute mutation et tout changement relatifs aux données communiquées dans la présente demande et de répondre aux demandes de renseignements des organes de l'OAR PolyReg (Comité / Comité délégué, Directeur, société d'audit, Chargé d'enquêtes indépendant, Tribunal arbitral) et des autorités compétentes de la Confédération et des cantons. En outre elle est habilitée à recevoir toute correspondance de la part de l'OAR PolyReg et des autorités compétentes.

La **personne responsable du blocage des avoirs et de la communication** ainsi que son **suppléant** sont chargés d'informer le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent et de donner les renseignements appropriés aux autorités compétentes. A l'exception du blocage de valeurs patrimoniales, cette procuration ne comprend pas une autorisation à disposer de n'importe quelles valeurs patrimoniales de l'entreprise ou de nos clients.

Est accordé, à **toutes les personnes citées**, l'accès illimité à des dossiers, des données électroniques, des coffres-forts, des consignes, des locaux dans l'entreprise, leur permettant d'accomplir leurs tâches. Les personnes citées acceptent la prise en charge de leurs fonctions respectives en signant ce formulaire.

Lieu et date :

Signature sociale de l'intermédiaire financier :

Lieu et date :

Signatures de **tous** les délégués cités :

Vous pouvez reproduire cette page autant de fois que nécessaire. Dans ce cas, veuillez numéroté les différentes feuilles.

No.

Déclaration personnelle :

Chaque intermédiaire financier, associé, chaque membre du conseil d'administration, du comité directeur ou de la direction, chaque titulaire d'un droit de signature, ainsi que chaque responsable (personne de contact de l'OAR PolyReg et des autorités ; responsable de la formation, responsable du blocage des avoirs et de la communication; suppléant du responsable du blocage et de la communication; responsable des dossiers clients) doit apposer sa signature au bas de la déclaration personnelle ci-après ou expliquer pourquoi il ne peut pas la signer. Des déclarations identiques sont à demander aux autres employés. Cependant, il n'est pas nécessaire de les envoyer à l'OAR PolyReg.

Je,

Prénom, nom :	
Date de naissance :	

déclare en tant que propriétaire, associé, membre du conseil d'administration, membre du comité directeur ou de la direction, titulaire d'un droit de signature de l'intermédiaire financier :

Raison sociale :	
------------------	--

que je n'ai subi aucune condamnation, ni fait l'objet d'aucune procédure, pendante ou close, de droit pénal ordinaire ou administrative en rapport à mon activité professionnelle;

que je n'ai jamais fait l'objet d'une procédure conduisant à une sanction par un OAR ou à l'exclusion d'un OAR en tant qu'intermédiaire financier, propriétaire, associé, organe, titulaire d'un droit de signature ou employé d'un intermédiaire financier;

qu'un intermédiaire financier pour qui j'ai travaillé n'a jamais été exclu d'un OAR.

Lieu et date :

Signature :

☐ Je ne peux pas faire de déclaration personnelle pour les raisons suivantes :

Objet de la procédure :	
-------------------------	--

Check-list des annexes :

Cette check-list doit permettre de s'assurer que l'ensemble des documents requis sont annexés.

- ☐ Statuts certifiés conforme (en copie)
- ☐ Lettres de recommandation bancaires ou d'un partenaire commercial
- ☐ Copie de l'extrait du registre des poursuites
- ☐ Extrait actuel du registre du commerce en original
- ☐ Autorisation d'exercer de l'autorité compétente
- ☐ Businessplan
- ☐ Conditions générales de l'entreprise
- ☐ Contrats-types
- ☐ Déclaration personnelle en original (p. 16)
- ☐ Extraits actuels du casier judiciaire en original
- ☐ Copie du passeport / de la carte d'identité signée et datée par leur titulaire
- ☐ Curriculum vitae du propriétaire / des associés / des membres de la direction
- ☐ Diplômes du propriétaire / des membres de la direction
- ☐ Preuves des qualifications dans le cas de services cryptographiques
- ☐ Liste des participations (p. 5)
- ☐ Indications concernant les participations à d'entreprises tierces (p. 7)
- ☐ Organigramme de l'entreprise (à partir de 5 personnes)
- ☐ Extrait du registre du commerce de l'organe de révision en copie
- ☐ Indications relatives aux employés / auxiliaires / tiers délégataires (p. 10)
- ☐ Demande de recours à un auxiliaire/ tiers conformément au §38 al. 2 du Règlement (y c. contrats)
- ☐ Concept relatif au contrôle de procédures internes
- ☐ Concept de compliance pour services crypto
- ☐ Concept de formation
- ☐ Déclaration d'acceptation de l'organe de révision à effectuer des contrôles LBA
- ☐ Procuration et droit d'accès aux informations en original (p. 15)
- ☐ Déclaration d'affiliation générale, datée et signée (p. 18)

Déclaration d'affiliation générale

Je / Nous soussigné(s) déclarons par la soumission de ma / notre demande d'affiliation que,

- Nous avons reçu et pris acte du contenu des Statuts et du Règlement de l'OAR PolyReg dans sa version en vigueur ;*
- Nous déclarons exercer notre activité selon le §2 des Statuts, et déclarons vouloir adhérer pleinement et sans réserves aux Statuts et Règlement de l'OAR PolyReg dans leur forme actuelle respective et de les reconnaître comme applicables ;*
- Nous nous engageons au paiement des frais de cotisation d'entrée et de la cotisation annuelle fixées par le Comité conformément au Règlement ;*
- Nous approuvons les §§35 et suivants ainsi que le §45 des Statuts qui prévoient un tribunal arbitral et un système de sanctions. Nous nous soumettons au tribunal arbitral ainsi qu'au système de sanctions ;*
- Nous confirmons que les documents et renseignements fournis sont complets et nous certifions leur exactitude et leur authenticité ;*
- Nous nous engageons à communiquer immédiatement par écrit à l'OAR PolyReg toute mutation et tout changement affectant l'exactitude et le caractère complet des données fournies dans la présente demande, qui surviendrait pendant la durée de la procédure d'admission, ou après celle-ci, pendant toute la durée de notre affiliation à l'OAR PolyReg, et à fournir immédiatement à l'OAR PolyReg les documents justifiant de tels changements ;*
- Nous garantissons que toutes les personnes de la direction et de l'administration de notre entreprise, que tous les actionnaires et détenteurs de parts détenant au moins 10 pour cent ou plus du capital ou des voix (directement ou indirectement), ainsi que la totalité de nos employés occupant des fonctions en rapport avec des services financiers soumis à la LBA jouissent d'une bonne réputation, qu'ils ne sont pas impliqués dans une procédure pénale ou administrative en rapport avec leur activité professionnelle et qu'ils assurent une activité commerciale irréprochable ;*
- En outre, nous garantissons que l'organisation de l'entreprise ainsi que le règlement interne permettent de respecter les obligations fixées par la LBA, les Statuts et le Règlement de l'OAR PolyReg.*

Fondé sur les déclarations précédentes je / nous demandons notre affiliation comme membre de l'association et le rattachement à l'organisation d'autorégulation l'OAR PolyReg (selon art. 24 LBA).

Lieu et date :

Signature(s) autorisée(s)